



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

**Pour la construction d'un
parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en
Guadeloupe.**

**Pour l'émancipation des
peuples de Martinique et de
Guadeloupe.**

**Pour la reconstruction de la
IV^e internationale.**

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 6 DECEMBRE 2025 - n° 1361

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels (Anatole France)

Le chef d'état-major des armées, Fabien Mandon, a déclaré lors du Congrès des maires de France, le 18 novembre dernier : « Si notre pays flanche parce qu'il n'est pas prêt à accepter de perdre ses enfants (...) de souffrir économiquement parce que les priorités iront à la production défense, par exemple, si on n'est pas prêt à ça, alors on est en risque ».

Il a aussi affirmé que la Russie se prépare à une confrontation contre l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique nord) à l'horizon 2030. Il a ajouté que les États-Unis se préparent à intervenir pour défendre Taïwan contre une invasion de la Chine qui aurait lieu en 2027. Il a cité le problème de la puissance militaire de la Chine et son influence en Outre-mer notamment en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Des responsables politiques de la LFI, du PC ou du RN se sont offusqués de ces propos. Pourtant, ces bruits de guerres ne sont pas nouveaux, l'année dernière le chef de l'armée britannique a déclaré que les citoyens du pays devaient être prêts à combattre la Russie. Le Premier ministre polonais a estimé en mars 2024 que l'Europe est dans une « ère d'avant-guerre ».

Partout les budgets militaires explosent. Les dépenses de défense des États membres de l'Union européenne s'élevaient en 2024 à 343 milliards d'euros. États-Unis, Chine et Russie ont un budget militaire de 1260 milliards d'euros, soit 53,5 % des dépenses militaires mondiales. En France, le président Macron a multiplié les commandes de mis-

siles, d'obus, de Rafale, de drones. Les groupes comme Dassault, Thales ont déjà augmenté leur production et leurs profits.

Il y a une préparation des esprits à la guerre mondiale. Le président Macron a annoncé la mise en place d'un nouveau service militaire sur la base du volontariat. « La jeunesse est prête à se lever pour la patrie » a assuré le chef de l'État, son objectif est d'atteindre 50 000 jeunes en 2035. Après le volontariat, ce sera la conscription pour la mobilisation générale ! Les jeunes seront donc les premiers mobilisés qui serviront de chair à canon fraîche à l'armée française face à la guerre.

Les représentants de l'État n'ont qu'un principal argument, c'est la défense de « notre patrie ». Mais quelle patrie ? C'est une patrie qui défend les intérêts des capitalistes, en particulier des industriels de l'armement. Actuellement, grâce aux massacres fomentés aux quatre coins du monde (en Ukraine, en Palestine, au Soudan, ou en République démocratique du Congo) les ventes ont rapporté aux cent plus puissants fabricants d'armes mondiaux 586 milliards d'euros en 2024. Les guerres, les conflits ont tendance à s'exa-

cerber : au Moyen-Orient, en Europe, en Asie et même près de chez nous dans la Caraïbe avec les troupes armées de Trump qui s'apprêtent à attaquer le Venezuela.

Le patrimoine de la grande bourgeoisie, des milliardaires, des multimillionnaires s'accroît. Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, pourrait devenir le premier trillionnaire en 2028 avec une fortune de 1000 milliards de dollars.

Les rivalités économiques entre les capitalistes poussent les grandes puissances à défendre les intérêts de leurs capitalistes.

Il est hors de question d'accepter de se sacrifier ou de mourir pour les intérêts des pays impérialistes et de leur bourgeoisie. Comme disaient les révolutionnaires communistes de la Deuxième internationale à l'approche de la Première guerre mondiale : « Guerre à la guerre ». Pour avoir la paix, il faut transformer cette guerre capitaliste en une guerre civile où les exploités retourneront les armes contre leurs propres dirigeants et leurs bourgeoisies. Ce n'est pas la guerre des travailleurs ni des masses pauvres et à plus forte raison celle des colonisés.

Martinique

**Grève du
2 décembre et sa
signification**

LIRE p. 2

Guadeloupe

**Eau : payer, ne pas
payer ? Telle n'est
pas la question**

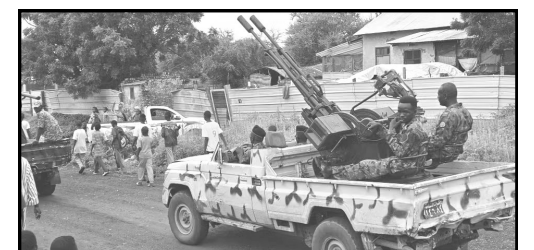
LIRE p. 3

**Combat ouvrier
aux municipales
Récupérer nos
richesses des
mains des riches
capitalistes !**

LIRE p. 4

Soudan

**Prise de El Fasher :
une guerre civile
sans fin**



LIRE p. 8

Martinique

Grève du 2 décembre et sa signification

Ce mardi 2 décembre, environ 150 personnes étaient mobilisées pour une journée de grève et d'actions pour manifester leur colère contre le budget d'austérité du gouvernement Macron - Lecomu.

Un préavis de grève reconductible a été déposé, notamment par le syndicat CGTM. Une conférence de presse a eu lieu le 1er décembre à la Maison des Syndicats à Fort-de-France. Des salariés des secteurs du commerce, de la Santé, des Municipaux, des Transports et produits pétroliers mais aussi du Bâtiment ou de l'Eau et Assainissement, ont annoncé qu'ils seront mobilisés. Pour les salariés de tous ces secteurs, les salaires, les conditions de travail, le manque d'embauche sont insupportables. À cette situation vient souvent

s'ajouter l'arrogance patronale et des directions qui se montrent de plus en plus autoritaires voire méprisantes. Alors, la pilule amère des nouvelles restrictions annoncées ne passe pas. Les quelques niches fiscales rabotées pour les plus riches, sur l'immobilier ou autres biens dits non industriels, sont bien vite rétablies par le Sénat. Mais les coupes sombres qui frapperont la vie des travailleurs et des classes populaires, avec des salaires ou retraites bloqués, des prestations sociales diminuées ou des emplois supprimés, elles, seront

maintenues dans le budget 2026 ! Par contre le patronat lui, continuera de toucher ses subventions. Et les galonnés de l'armée trouveront des fonds pour se payer des Rafales, des obus et autres engins de mort.

Les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire sur les sempiternels bavardages des élus à l'Assemblée nationale, puis au Sénat. Pour faire reculer le gouvernement, ils auront à se préparer pour une riposte de tout autre ampleur. Ils auront aussi à lutter avec la perspective de remettre en cause la direction de la vie sociale aux mains d'une minorité de gros possédants assoiffés de profit. Alors oui ! En Martinique comme ailleurs, cette journée du 2 décembre, est une nouvelle occasion dont les travailleurs peuvent se servir pour faire entendre leur colère et aussi défendre cette perspective dans les entreprises et dans la rue.

Les travailleurs ne doivent compter que sur leurs propres forces et non sur les directions syndicales. Ces journées de mobilisation appelées par les syndicats ne changent rien par elles-mêmes. Elles sont juste une manière pour ces syndicats de justifier leur existence. Mais ce n'est

pas en n'y participant pas qu'on fera mieux avancer la cause des travailleurs. Au contraire, c'est en y allant le plus nombreux possible. Il y a quand même une poignée de travailleurs révolutionnaires et qui veulent aller bien plus loin qu'une simple journée de mobilisation. Eh bien, qu'ils en profitent pour en parler à leurs camarades autour d'eux. Et ces journées, justement leur en donnent l'occasion. Pour changer radicalement les choses il faudra que des milliers de travailleurs marchent ensemble vers la grève générale reconductible mais avec la conscience politique de classe nécessaire. Celle qu'il faut contester le pouvoir politique et social aux possédants, à la bourgeoisie.

Cet objectif ne pourra pas être atteint par les syndicats mais par un parti ouvrier révolutionnaire qui luttera avec les travailleurs pour l'expropriation des possédants et le renversement de la bourgeoisie. Il faut le dire et l'expliquer aux travailleurs quotidiennement et à plus forte raison lors des manifestations et journées de mobilisations traditionnelles. Sinon, manifester pour manifester perd son sens profond.



Des rats dans l'école

Les agents municipaux et les enseignants de l'école maternelle Suzanne Roussi à Fort-de-France se sont mis en droit de retrait le jeudi 27 novembre

après avoir observé des traces de passage de rats dans l'établissement. La leptospirose, cette maladie causée par des bactéries

présentes dans l'urine de rat, ça tue. Grâce à la vigilance des travailleurs de l'école Suzanne Roussi, les petits écoliers ont peut-être pu éviter le

pire. La réactivité des travailleurs a forcé les autorités à réagir rapidement pour fermer l'école et dératiser.

Guadeloupe

Du nouveau dans l'affaire Claude Jean-Pierre

Cinq ans après la mort de Claude Jean-Pierre dit Klodo, la justice a fini par reconnaître qu'il y avait un lien entre les blessures mortelles qu'il avait reçues et la violence de l'interpellation.

C'est suite à une commission rogatoire que les résultats de l'expertise avaient établi le lien. Une caméra de la mairie de Deshaies avait filmé les faits, vidéo qui a choqué la population. C'est grâce à plusieurs manifestations en Guadeloupe et dans l'émigration, grâce à la ténacité de sa fille, son gendre, grâce au comité « *Kont vyolans a jandam* » à de nombreux militants qui n'ont jamais baissé les bras,

que la justice coloniale a fait un pas. Cette justice avait déjà prononcé un non-lieu. Mais vu les nouveaux éléments dans cette affaire la famille espère un nouveau procès. Le 3 décembre, date anniversaire de la mort de Klodo, ses soutiens organisent un rassemblement avec dépôt de gerbe, à Deshaies sur les lieux mêmes de son interpellation musclée qui a entraîné sa mort.



CHU : conditions indignes à la blanchisserie

Plusieurs services sont entrés en grève fin septembre / début octobre, dont celui de la blanchisserie.

La mobilisation a le mérite de mettre en lumière un service indispensable. Car sans draps propres, l'hôpital ne fonctionne pas. La vidéo diffusée par le syndicat UGTG montre ce que les agents dénoncent depuis longtemps. Les locaux sont délabrés : les infiltrations d'eau traversent le plafond, les faux plafonds sont gorgés d'humidité, les portes sont pourries, le carrelage est décollé. Des bidons sont posés sur des palettes cassées. Le matériel n'est pas en meilleur état : un convoyeur défaillant laisse tomber les sacs de linge, les pannes sont courantes et ce sont les travailleurs qui doivent compenser. Tout cela dans une chaleur étouffante et avec des cadences toujours plus rapides. Les travailleurs de la blanchisserie permettent au CHU de tourner, mais ils restent invisibles pour une direction qui, selon les grévistes, connaît la situation depuis des années... sans avoir amélioré quoi que ce soit. Les travailleurs de la blanchisserie exigent de pouvoir travailler dans des conditions dignes. L'hôpital repose sur ceux qu'on laisse dans l'ombre et qui aujourd'hui refusent de continuer à travailler dans de telles conditions.

Eau : payer, ne pas payer ? Telle n'est pas la question

Dans une vidéo, le président de Région Ary Chalus appelle la population à régler ses factures d'eau.

Il évoque 104 millions d'euros d'impayés et affirme que, sans cet argent, la situation ira « à la catastrophe ». Mais pour des milliers de foyers, la catastrophe, c'est déjà le quotidien : coupures d'eau récurrentes, eau impropre à la consommation, réseau délabré où une grande partie de l'eau se perd avant d'arriver aux robinets. Dans ces conditions, il n'est que trop compréhensible que des habitants refusent de payer pour un service qui n'est pas rendu. Mais le cœur du problème n'est pas là : même si toutes les factures étaient réglées, cela ne suffirait pas à financer la remise à niveau du réseau. Les besoins réels se chiffrent à environ deux milliards d'euros. Ce sont des décennies de sous-investissement public et la gestion des capitalistes de l'eau, comme Véolia, qui ont laissé le réseau dans un état déplorable. Mais les sermons ne sont pas pour ces derniers... Chalus se garde bien de parler du coût supplémentaire pour les familles obligées d'acheter des packs d'eau pour boire et cuisiner. Ni de tout ce que cela demande en organisation et logistique ne serait-ce que pour se laver, faire la vaisselle, assurer le quotidien. Ni les appels au paiement, ni les démarches judiciaires ne sont de nature à régler le problème de fond. C'est la mobilisation collective de la population et des travailleurs qui imposera à l'État de financer les travaux indispensables et faire payer les véritables responsables. L'accès à l'eau ne sera garanti que par la lutte collective. ■

SARA : la direction face à des travailleurs combatifs

Le fonctionnement de la SARA a été perturbé le vendredi 28 novembre 2025. Aucune station-service n'a été approvisionnée.

La cause vient de la mobilisation de travailleurs qui ont voulu ainsi contraindre la direction à les écouter. Cette dernière a décidé de jouer le pourrissement pour les décourager et ne pas avoir des travailleurs remuants dans ses murs : demande de justifier le nombre d'adhérents, refus d'attribuer une salle, rappels qu'ils n'ont pas de représentants issus des élections, etc. Sans compter les courriers restés sans réponses ou les réponses évasives quand elle acceptait de répondre. Face à cette attitude, le 15 octobre, les travailleurs ont décidé d'envoyer à la direction un préavis de grève avec l'éventualité de démarrer la grève le 31 octobre, ce dont le préfet a été informé. Cette décision a contraint la direction à accepter de discuter de leurs revendications. Alors que les discussions avançaient et que les travailleurs avaient suspendu le préavis, la direction est repartie dans ses travers. C'est ce qui a tout naturellement conduit les travailleurs à réagir pour se faire respecter.



Les grévistes sur leur piquet de grève, le 28 novembre 2025.

Du mépris de classe

Les médias en Martinique s'étonnent que des travailleurs, des jeunes, des familles achètent régulièrement sur Shein, plateforme chinoise de commerce en ligne.

Mais que devraient faire les classes populaires, étranglées par la vie chère et les salaires de misère, sinon chercher les prix les plus bas ? Cette indignation tombe pile au moment où l'État français mène une campagne antichinoise depuis l'implantation de Shein en Hexagone. Les journalistes locaux ne font que relayer cette propagande, se trouvant à défendre les intérêts des capitalistes français contre les capitalistes chinois. Mais les travailleurs n'ont rien à attendre de cette rivalité entre bourgeoisies. Que les profits aillent dans les poches d'industriels français ou chinois ne change rien à leur sort dans cette société. Ce qu'il faut dénoncer, ce n'est pas où les travailleurs achètent leurs vêtements, mais le système qui les oblige à compter chaque centime.

Combat ouvrier aux municipales : récupérer nos richesses des mains des riches capitalistes !

Combat ouvrier participera aux élections municipales de 2026, dans cinq communes en Guadeloupe (Capesterre-Belle-Eau, Deshaies, Gosier, Les Abymes et Pointe-à-Pitre) et à Fort-de-France en Martinique.

Ces élections sont l’occasion de dénoncer haut et fort ce que la grande bourgeoisie réserve aux travailleurs et aux habitants pauvres. Les plus riches tirent davantage de profits qu’avant. Or la grande majorité des travailleurs a de plus en plus de mal à se loger, à payer ses factures, et même à nourrir sa famille. L’Oxfam, l’organisation caritative internationale contre la pauvreté, a publié en 2025 que les 500 plus grosses fortunes de France possèdent désormais 1128 milliards d’euros. Qu’elles ont, en moins de 30 ans, multiplié leur pactole par 14 ! Le premier ministre actuel, Lecornu, veut un plan de 30 milliards de réduction du budget de l’État en 2026. La grande mascarade politicienne s’agite autour de la question du budget depuis des mois : mais où trouver 30 milliards ? La richesse est là, pourtant connue de tous, dans la poche

de la grande bourgeoisie. Trois milliards d’euros, c’est ce que Bernard Arnault, l’homme le plus riche de France, a touché comme dividendes en 2024, 929 millions pour Saadé qui possède la CMA-CGM, 1,3 milliards pour Françoise Bettencourt du groupe l’Oréal... Des revenus énormes qui n’ont été soumis à pratiquement aucun impôt, car ils bénéficient d’énormes exonérations d’impôts sur les dividendes. La taxe dite « Zucman » proposée dernièrement à l’Assemblée consistait à prendre aux bourgeois dont le patrimoine dépasse 100 millions d’euros, 2 % de leur fortune. Payer 2 % de la valeur de leur fortune cela revenait à augmenter leur impôt de 0,5 % pour ces 1 800 familles. La bourgeoisie a crié au scandale, les dirigeants actuels ont rejeté la proposition. Les décisions prises sont au contraire des attaques frontales



contre les pauvres et les travailleurs. L’État coupe les vivres aux services publics, sept milliards seront pris sur le dos des malades, le salaire des fonctionnaires gelé, l’accès à l’éducation encore réduit. Il s’emploie à durcir l’exploitation en rallongeant le temps de travail, il bloque les pensions, réduit les indemnités du chômage. La baisse des crédits de l’État aux collectivités territoriales va affecter durement les communes et donc nos écoles, les équipements, l’entretien des routes, les aides sociales. Elle entraînera la perte d’emplois et la fermeture de services (bibliothèques, centres sociaux...), l’augmentation du prix des cantines. Les capitalistes eux vont continuer à bénéficier d’aides faramineuses. 211 milliards d’euros d’aides annuels au patronat

que l’État ne compte pas remettre en cause ! Il faut profiter de ces élections notamment pour dire que l’État prépare son budget pour la bourgeoisie. Qu’une guerre est en cours contre les travailleurs pour continuer à transférer les milliards d’argent public vers les coffres-forts des riches. Une voix doit émerger pour dire que face aux bas salaires, aux prix qui flambent, à l’absence d’eau, à la diminution des transports en commun, face à toutes les complications, il n’y a pas d’autre choix que de prendre directement dans les richesses capitalistes ! Ces richesses créées par la sueur et le sang des travailleurs doivent être arrachées à la bourgeoisie au profit des besoins de toute la population dans toutes les communes.



Bernard Arnault et le chef de l’État en 2021.

Taiwan au centre des tensions entre la Chine et le Japon

Depuis novembre 2025, les relations entre la Chine et le Japon sont entrées dans une zone de fortes turbulences — et ce à cause de la question de Taïwan.

La nouvelle chef du gouvernement japonais, Sanae Takaichi, a déclaré le 7 novembre que si la Chine attaquait Taïwan, le Japon pourrait intervenir militairement, invoquant sa loi de « légitime défense collective ». Pour Pékin, ce type de déclaration est une provocation inacceptable, le franchissement d’une « ligne rouge ». Ce coup d’éclat diplomatique tombe au mauvais moment pour Tokyo : la Chine célèbre cette année la mémoire de sa victoire sur l’impérialisme japonais (le souvenir de la guerre sino-japonaise, les massacres et les

viols en masse de Nankin en 1937 qui firent plus de 200 000 victimes parmi la population chinoise). Que la dirigeante japonaise parle d’intervention militaire est perçu par Pékin comme une insulte directe à la mémoire de tous ceux qui ont résisté à l’occupation. Dès le 15 novembre, le gouvernement chinois a appelé ses citoyens à éviter le Japon et les compagnies aériennes chinoises ont annulé ou remboursé massivement leurs vols vers l’archipel. Entre le 15 et le 24 novembre, ce sont environ 600 000 billets qui ont été rem-

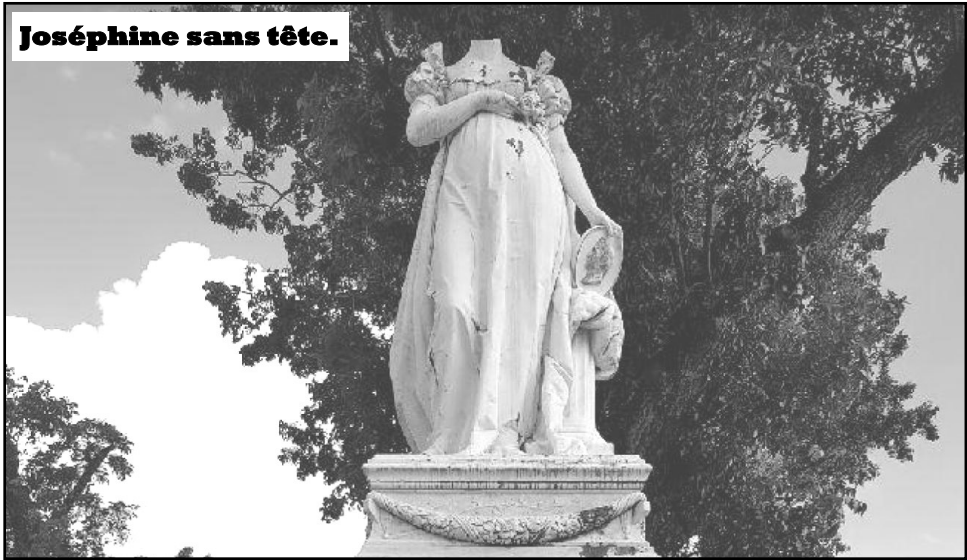
boursés. Parallèlement, Pékin a rétabli l’interdiction des importations de produits de la mer japonais estimant qu’il n’y avait « plus de marché » pour ces exportations dans le climat diplomatique actuel. Officiellement, la Chine accuse le Japon de « révisionnisme », de « militarisme renaissant », de tentative de raviver l’impérialisme nippon. Toutefois, on ne peut manquer l’ironie : alors que Pékin fustige l’impérialisme historique du Japon, la pression qu’elle exerce aujourd’hui sur Taïwan — cette île qui refuse l’annexion — révèle les mêmes

logiques de puissance, de conquête, de domination. Jusqu’où iront ces tensions autour de la mer de Chine ? Invasion chinoise ? Contre invasion américano-japonaise ? Dans ce qui pourrait devenir un bras de fer entre les deux puissances, le Japon a le soutien de l’impérialisme américain qui se sent concurrencé par la Chine. On sait d’ores et déjà que les travailleurs de Taïwan, comme ceux de Chine et du Japon n’ont aucun intérêt dans un nouvel engrenage militaire.

Déboulonnage : la justice coloniale fait appel

Le 17 novembre dernier a eu lieu le procès des militants qui ont participé au déboulonnage des statues : celle de Victor Schœlcher, politicien français auquel a longtemps été attribué tout le mérite de l’abolition de l’esclavage, celle de Joséphine de Beauharnais, issue d’une famille esclavagiste et femme de Napoléon qui a rétabli l’esclavage, et enfin, celle de Pierre Belain d’Esnambuc, le premier gouverneur des Antilles françaises, avec qui commence le génocide des populations amérindiennes, le système esclavagiste et le colonialisme français sur plusieurs îles.

Les militants ont été relaxés en première instance — encore heureux — mais le ministère de la Justice a fait appel contre eux ! Ces statues, payées par les caisses publiques, donc par notre argent, étaient une insulte à la mémoire des luttes anti-esclavagistes, doublée d’un mépris de la France envers les populations antillaises d’aujourd’hui. On peut rediscuter du côté spectaculaire, de l’action et de son utilité, purement symbolique. Mais quoi qu’il en soit, pour nous, à Combat ouvrier, et pour la majorité des gens, il n’y a pas lieu de con-



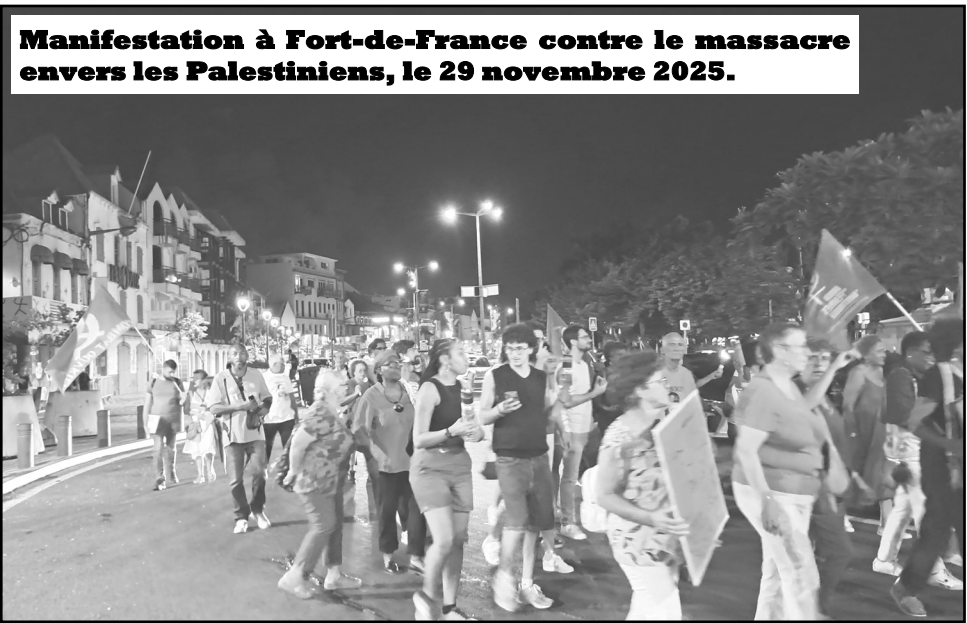
damner des militants qui ont essayé de rendre justice à leur manière. Alors la lutte continue contre ce procès politique et l’acharnement de la justice coloniale !

Halte au massacre des Palestiniens !

Samedi 29 novembre, environ 70 personnes ont protesté dans les rues de Fort-de-France contre le massacre que vit le peuple palestinien.

Plusieurs organisations militantes étaient présentes. On peut citer Martinique-Palestine, le Groupe révolution socialiste (GRS), Respé, CGTM, l’Union des femmes de Martinique, Culture égalité et Combat ouvrier. La date de cette mobilisation n’a pas été choisie au hasard puisqu’il s’agit de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien. La manifestation a été l’occasion de dénoncer les massacres toujours en cours à Gaza ainsi qu’en Cisjordanie. En effet, depuis deux ans, le peuple de Gaza subit des

bombardements, des tirs, des massacres, la famine, de la part de l’État israélien. Plus de 70 000 morts ont été recensés officiellement sur la bande de Gaza. En Cisjordanie, on assiste à une intensification des raids de l’armée israélienne. Le 27 novembre, à Jénine en Cisjordanie, deux combattants palestiniens ont été tués par des soldats israéliens à bout portant alors qu’ils se rendaient sans résistance. Pour la paix au Moyen-Orient, à bas l’oppression de l’État israélien, à bas l’impérialisme occidental complice !



Alex Ursulet acquitté

Le 15 novembre, l’avocat martiniquais Alex Ursulet a été acquitté par la justice. Il comparaisait pour viol envers une stagiaire de son cabinet.

La stagiaire avait 25 ans à l’époque. Elle était étudiante en droit. Lui en avait 60. L’ex-stagiaire dit qu’Alex Ursulet lui aurait fait subir un acte sexuel, le soir du 30 janvier 2018. Le procès a commencé le 10 novembre 2025, soit huit ans après que l’ex-stagiaire eut entamé les démarches pour poursuivre son ancien patron. Au bout de cinq jours de procès, la Cour de Paris décide

d’acquitter maître Ursulet. Cette même justice a pourtant reconnu que la plaignante a gardé des traumatismes de l’acte. La justice reconnaît l’acte sexuel mais pas l’absence de consentement. Aux yeux de la justice, la culpabilité d’Alex Ursulet n’a pas été démontrée. En revanche, ce qui est certain c’est que de nombreuses femmes sont victimes de violences sexuelles et

sexistes, et elles sont également nombreuses à ne pas obtenir justice. Une étude du gouvernement révèle qu’en 2022, en France hexagonale, en Guadeloupe, en Martinique et à la Réunion, 230 000 femmes âgées de 18 ans et plus ont été victimes de viols, tentatives de viol et/ou agressions sexuelles. Un tiers des femmes a déjà subi du harcèlement sexuel au travail. 70 %

des plaintes pour violences sexuelles sont classées sans suite. Moins de 10 % des victimes portent plainte. Et lorsqu’elles ont le courage de le faire, moins de 10 % des plaintes donnent lieu à une condamnation. Au regard de la société sexiste dans laquelle nous vivons, il y a de quoi s’interroger sur la façon dont est rendue la justice dans ce type d’affaires.

Politiciens corrompus

Après la condamnation d’Alfred Marie-Jeanne, ancien président de la CTM et président du MIM, pour avoir caché une partie de son patrimoine, c’est au tour du duo Laguerre / Letchimy (maire de Fort-de-France et président de la CTM) d’être

en procès pour un potentiel détournement de fonds au service de leur parti, le PPM. Le procureur a requis 18 mois de prison avec sursis pour l’un et 24 mois pour l’autre, assortis d’amendes et d’inéligibilité. Le tribunal devrait rendre

son jugement le 19 février prochain. S’agit-il d’un procès politique contre des figures en vogue, comme l’affirme la défense ? Ou ont-ils utilisé, comme beaucoup de politiciens, leur fonction pour prendre un peu plus dans les

caisses ? Quoi qu’il en soit, cela met en lumière que, dans ce système, les élus peuvent magouiller et cacher leurs magouilles sans que cela ne se sache avant des années.

Épisode 2 : aux origines lointaines et plus proches de Combat ouvrier

Le 16 novembre 1965, il y a 60 ans, naissait La Ligue antillaise des travailleurs communistes à Paris, l'ancêtre de notre organisation Combat ouvrier.*

Notre filiation idéologique lointaine part de Karl Marx et de Friedrich Engels, les fondateurs du communisme, puis de Lénine et Trotsky. Nous nous réclamons aussi du programme des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste de 1919 à 1922.

Marx et Engels ont analysé les mécanismes de l'exploitation capitaliste. Ce système économique est basé sur une injustice fondamentale : une minorité de riches capitalistes exploitent la force de travail de millions d'ouvriers dans les usines, les entreprises. Ils pillent les ressources aux quatre coins du monde en massacrant des peuples. Comme disait Marx « *le capitalisme est venu au monde suant le sang et la boue par tous les pores* ». Ils ont prévu que la classe ouvrière renversera un jour la bourgeoisie, ce qui n'est pas encore le cas bien que deux révolutions ouvrières aient eu lieu : la Commune de Paris et la révolution russe.

En 1903, Lénine, fonda la fraction communiste (bolchévik) au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie sur la base programmatique du marxisme. Lénine et les Bolcheviks défendaient l'idée que seul un parti révolutionnaire communiste regroupant l'avant-garde du prolétariat pouvait conduire la classe ouvrière à vaincre la bourgeoisie.

Le premier État ouvrier de l'histoire fut la Commune de Paris en 1871 qui dura 72 jours du 18 mars 1871 au 28 mai 1871.

La première révolution ouvrière victorieuse fut celle d'Octobre 1917 en Russie. L'État ouvrier dura véritablement six ans.

La vague révolutionnaire qui déferla ensuite sur l'Europe après la révolution d'octobre 1917 échoua principalement parce que les masses révolutionnaires n'avaient à leur service aucun parti capable de les mener à la victoire comme l'avait fait le parti bolchévik en Russie.

Après l'échec de la révolution allemande en 1918 et 1923, l'État ouvrier russe se retrouva isolé et privé d'une bonne partie de ses meilleurs dirigeants ouvriers morts pour défendre la révolution. Une couche de bureaucrates menée par Joseph Staline, un ancien bolchevik, profita de ce vide pour s'installer au pouvoir et parasita l'appareil de l'État ouvrier. Le stalinisme transforma l'État ouvrier russe

en un véritable appareil de terreur contre-révolutionnaire.

Après la mort de Lénine en janvier 1924, Staline et sa clique exclurent du Parti les véritables révolutionnaires et toute la génération des militants d'octobre 17.

Léon Trotsky et ses camarades avaient fondé l'opposition de gauche pour combattre le stalinisme. Mais Trotsky fut exclu du Parti et forcé à l'exil en 1929. Puis ses camarades furent arrêtés, emprisonnés, puis fusillés.

Le groupe Barta

À l'approche de la deuxième guerre mondiale, depuis son exil, Trotsky lança un appel à fonder une IVème Internationale face à la faillite des partis communistes de la IIIème Internationale gangrenés par le stalinisme. Il fut assassiné le 21 août 1940 à Mexico sur ordre de Staline.

Notre filiation politique moderne vient d'un groupe né de l'appel de Trotsky.

Dans plusieurs pays, des groupes trotskystes s'étaient créés. Ils constituaient des groupuscules non implantés dans la classe ouvrière face aux partis communistes stalinien. Mais ils existaient malgré la terreur exercée par les stalinien.

David Korner, alias Barta, né en 1914 en Roumanie, est celui qui créa en 1939 la tendance dont nous sommes issus. Il était membre du Parti communiste roumain puis de l'opposition de gauche trotskyste en Roumanie.

Il arriva en France en 1936 avec sa compagne Klara Feigenbaum dite Irène. Ils se dirigèrent vers l'Espagne pour prêter main forte à la révolution afin de répondre à l'appel de Trotsky aux militants trotskystes du monde. Ils décidèrent finalement de rester en France parce que la grève générale de 1936 avait éclaté et qu'existait une situation pré révolutionnaire.

Barta commença par militer dans les plus importants groupes trotskystes de l'époque en France, le Parti ouvrier internationaliste (POI) puis le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan). Il rompit les liens peu après l'entrée en guerre de la France.

En 1939, Barta et ses camarades fondèrent l'Union communiste (UC) le « Groupe Barta » en rupture politique avec ses anciens camarades trotskystes qui menaient une politique nationa-

liste française contre l'Allemagne. L'UC édita un bulletin politique presque hebdomadaire La lutte de classes.

En juillet 1943, Barta écrivit plusieurs textes importants dont un texte sur les objectifs du groupe *Le rapport sur l'organisation*.

Le groupe Barta vécut un drame en septembre 1944. Le camarade Mathieu Bucholtz, d'origine roumaine comme Barta, fut tué près de Paris par des stalinien qui le considéraient comme une menace car il recrutait parmi les jeunes communistes. Son corps fut retrouvé dans la Seine criblé de balles. Ce meurtre fut une grande perte pour l'UC.

Pierre Bois et la grève Renault de 1947

Bucholtz avait recruté son ancien camarade de classe, Pierre Bois, dit Vic. En avril-mai 1947, Vic fut l'animateur et le dirigeant de la grande grève de Renault Billancourt. Il y eut jusqu'à 12 000 grévistes. Outre le paiement des jours de grève, c'était un gain moral qui fut remporté : les grévistes avaient le sentiment d'avoir fait céder la direction de l'usine et d'avoir démasqué aux yeux des travailleurs la direction du Parti communiste stalinien et de la CGT qu'il contrôlait. Cette grève chez Renault dirigée par des trotskystes était la preuve qu'un travail militant pouvait être mené dans la classe ouvrière et gagner du crédit et de la confiance dans la classe ouvrière. Cette grève fut une des raisons de la sortie du PCF du gouvernement.

Barta mit fin à son activité militante plusieurs années après. En 1956, un certain nombre d'anciens militants du l'UC, dont Pierre Bois (Vic) et Robert Barcia (Hardy), créèrent un groupe avec un journal du nom de Voix ouvrière (VO).



David Korner (Barta)



Klara Feigenbaum (Irène)

Le groupe antillais Combat ouvrier

C'est vers 1964 qu'un étudiant antillais à Paris rencontra des militants de VO. C'était Gérard Séné.

Gérard et ses amis étudiants antillais furent convaincus par les idées communistes révolutionnaires dans une période où une partie de la jeunesse antillaise était influencée par l'idéologie nationaliste. Ils éditèrent un journal ronéoté du nom de Lutte ouvrière et un bulletin d'entreprise en créole à destination des travailleurs antillais concentrés surtout aux PTT et dans les hôpitaux qui s'appelait *Gro ka*.

En mai 1968, une révolte de la jeunesse fut l'étincelle qui déclencha à son tour une grève générale. De Gaulle fit interdire un bon nombre d'organisations d'extrême gauche dont VO.

Les camarades de VO mirent sur pied une nouvelle organisation avec un nouveau nom « Lutte ouvrière » qui existe jusqu'à aujourd'hui.

Lutte ouvrière et Combat ouvrier militent dans la même organisation internationale, l'UCI (Union communiste internationaliste).

Dans le prochain numéro, nous relaterons la période du retour des militants de Combat ouvrier au début des années 1970 en Guadeloupe et en Martinique.

***Retrouvez sur notre site internet l'épisode 1 relatant la fondation de la Ligue antillaise des travailleurs communistes paru dans le précédent numéro 1360 du 22 novembre 2025 :**

<https://combat-ouvrier.com/>

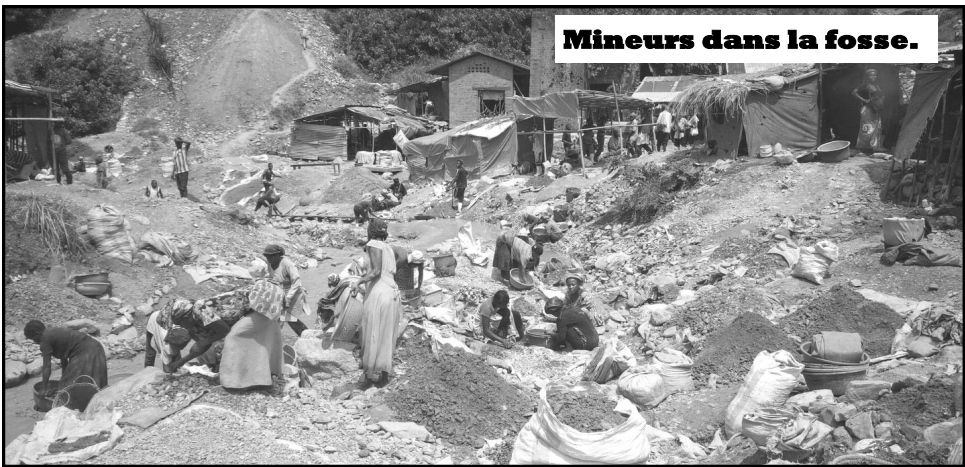
République démocratique du Congo

Effondrement d'une mine de cuivre

Au Kolwezi, une région de la République démocratique du Congo, une mine de cuivre s'est effondrée, causant la mort de 70 travailleurs.

Parmi les responsables de cet accident : les exploitants de la mine, qui ont choisi de garder des infrastructures précaires afin de rentabiliser le plus possible. On sait que le salaire moyen d'un mineur congolais est de deux dollars par jour, pour des profits annuels atteignant des dizaines de milliards. Le cuivre, l'or, l'uranium, le cobalt, le coltan font du Congo la cible de pillages permanents par les capitalistes du monde entier, notamment occidentaux. Les mi-

nerais sont ensuite utilisés pour produire, par d'autres travailleurs tout aussi exploités, des batteries ou d'autres composants électroniques. Les impérialismes occidentaux n'hésitent pas à investir dans des dictatures, des milices, ou à provoquer des guerres civiles pour le contrôle des gisements. Le Kolwezi est épargné par la guerre sur son territoire, contrairement au Kivu. Mais tous les travailleurs de ce pays vivent sous la dictature



Mineurs dans la fosse.

militaire, la dictature patronale, l'exploitation industrielle, parmi les plus barbares du monde.

Jamaïque

Catastrophe naturelle mais aussi politique

Le 28 octobre, le cyclone Melissa, un des plus puissants et destructeurs qu'ait connu la Caraïbe, a ravagé la Jamaïque. Un peu plus d'un mois après, la population vit toujours un enfer.

Une épidémie de leptospirose a déjà fait plusieurs morts. Elle est due à l'eau contaminée que les habitants privés de toute source d'eau potable sont contraints d'utiliser et consommer. Dans les décombres non évacués, la vermine prolifère, générant l'épidémie. Le risque est accru par la destruction ou détérioration de plusieurs hôpitaux. Les malades sont livrés à eux-mêmes, sans médicaments, sans soins.

La population est aussi menacée par la famine. 90 % des ressources agricoles sont ravagées. L'élevage est aussi sinistré de même que la pêche. Les secours et l'aide humanitaire ne parviennent pas dans plusieurs zones du fait d'une part de la destruction des voies de communication mais aussi de la désorganisation des services municipaux et régionaux. Les restrictions budgétaires imposées par le gouvernement

ont entraîné cette incompetence mortifère. Il manque du personnel, du matériel, des véhicules. Les habitants doivent se débrouiller par eux-mêmes pour assurer leur survie. Toujours par souci d'économie, les canalisations n'ont pas été curées depuis longtemps. Les eaux stagnantes sont des nids à bactéries. Face à ce cataclysme, le gouvernement fait le choix de privilégier le nettoyage et la réhabilita-

tion des zones touristiques au détriment des secours à la population. Un tel drame nous touche profondément, mais c'est aussi une leçon. Qu'en sera-t-il lors d'une même catastrophe ailleurs dans la Caraïbe ? Eruption volcanique, cyclone, tsunami sont des menaces bien réelles. Les économies budgétaires et l'incurie des pouvoirs publics accroissent le danger de mort. ■

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Godwin Friday, nouveau premier ministre

Jeudi 27 novembre, les élections à Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont donné la victoire par 14 sièges sur 15 au New Democratic Party (Nouveau Parti Démocratique) de Godwin Friday.

Ce dernier a été intronisé premier ministre le lendemain. Il succède à Ralph Gonsalves, du Labour Party (Parti Travailleiste), au pouvoir depuis 2001. Saint-Vincent-et-les-Grenadines est un pays de 398 km², soit moins du quart de la Guadeloupe, pour une population de 100 600 habitants. Le pays fait toujours partie du Commonwealth britannique, le chef de l'État est donc le roi Charles III, mais il est politiquement autonome. La population est surtout concentrée dans l'île de Saint-Vincent, avec sa capitale Kingstown, le reste étant

réparti dans plusieurs petites îles dont la principale est Bequia, 5 000 habitants, d'où est issu le nouveau premier ministre. Le pays vit essentiellement du tourisme, mais a du mal à se relever de l'éruption de la Soufrière en 2021. Le taux de chômage est de 18 %, et 26 % de la population est au-dessous du seuil de pauvreté. Saint-Vincent-et-les-Grenadines, tout comme la plupart des pays anglophones de la Caraïbe, est dominé politiquement par deux partis qui se succèdent au pouvoir : un parti travailleiste, issu à l'origine

des syndicats, et un parti conservateur, plus ou moins modéré. Grosso modo, il n'y a pas de différence fondamentale entre ces partis, qui se distinguent un peu par une politique plus ou moins libérale, mais tous deux défendent le système capitaliste. Cette élection aura néanmoins peut-être des conséquences au niveau diplomatique. En effet, Ralph Gonsalves était un allié du président vénézuélien Maduro, ainsi que de Cuba. Il avait d'ailleurs facilité l'apaisement des relations entre le Venezuela et le Guyana, qui se dispu-

tent le territoire de l'Essequibo. Dans la période actuelle, où Trump menace directement d'envahir le Venezuela, un éventuel appui du nouveau gouvernement pourrait lui faciliter la tâche. On ne peut que souhaiter que les travailleurs et les pauvres de Saint-Vincent-et-les-Grenadines décident de s'organiser pour créer leur propre parti, afin de sortir de cette fausse alternative entre deux partis qui ne sortent pas du système. C'est le seul moyen de permettre que soient pris en compte leurs propres intérêts.

Annnonce

Conférence de presse de Combat ouvrier avec ses candidats aux prochaines élections municipales

Vendredi 19 décembre à 15h Salle Rémy Nainsouta, Pointe-à-Pitre.

Soudan

Prise de El Fasher : une guerre civile sans fin

Le 26 octobre, les paramilitaires dirigés par le général Hemetti, s'emparent d'El Fasher, capitale du Nord-Darfour. Des milliers de civils y ont été massacrés, violés, tués. D'autres se sont enfuis et ont rejoint des camps à l'intérieur du pays ou dans les pays voisins.

En 2019, la population se levait contre la dictature d'Omar Al-Bechir. Le président Al-Bechir était au pouvoir depuis 1989. Les protestations populaires contre le prix du pain et la dictature ont poussé le dictateur dehors. Les militaires se sont emparés du pouvoir sous une forme dite partagée avec les civils.

En réalité, deux hommes étaient au pouvoir : Abdel Fattah Al-Burhan, général de l'armée et président du conseil de transition, et Mohammed Hamdan Daglo, aussi appelé Hemetti, général d'armée paramilitaire arabe.

En avril 2023, les deux généraux entraînent le pays dans la guerre civile pour des désaccords quant à la gestion du pouvoir. Al-Burhan combat à la tête des Forces Armées Soudanaises, FAS, l'armée régulière, plus

proche des islamistes. Hemetti, combat à la tête des Forces de Soutien Rapides, FSR, groupe paramilitaire arabe.

Les Soudanais sont obligés de fuir les zones de combat pour tenter de sauver leurs vies. Sur 46 millions d'habitants, 13 millions ont été forcés de se déplacer. 3 millions se sont réfugiés dans les pays voisins. La guerre a fait plus de 150 000 morts, principalement des civils. Les enfants ne sont pas épargnés par les massacres et les viols.

L'histoire récente du Soudan est faite de conflits armés qui entraînent famines, révoltes et déplacements de populations. Les principaux responsables de cette instabilité, ce sont les impérialistes français, anglais et américains. À travers leurs alliés, voisins du Soudan : l'Égypte, la Libye, les Émirats Arabes Unis, ils

ont formé et armé des groupes militaires pour mener des exactions contre les populations soudanaises exacerbant les oppositions venant des différences ethniques et surtout de la pauvreté. Les aspirations de groupes armés arabo-musulmans à contrôler la région seraient à l'origine des conflits.

En réalité, c'est le pillage des ressources soudanaises qui intéresse les pays capitalistes. Pour y arriver, ils n'hésitent pas à laisser des centaines de milliers de civils se faire massacrer et à laisser s'installer la famine pour des millions de personnes.

C'est l'or et la richesse en pétrole du Soudan que convoitent les voisins et les impérialistes occidentaux et aussi la Russie. Les Émirats l'échangent contre des armes et n'ont pas intérêt à ce que le conflit s'arrête. Les

Américains font affaire avec les Émiraties aussi. L'armement qui transite par l'Égypte profite aux affaires françaises, leur fournisseur. La guerre civile, est alimentée par les intérêts des grandes puissances et de leurs alliés dans la région.

Les Soudanais n'ont rien à attendre de l'ONU, de l'armée ou des paramilitaires. Les classes laborieuses ne peuvent pas attendre que les parlementaires et les ONG règlent le conflit. Les pauvres et les travailleurs devront se battre pour renverser les généraux au pouvoir et s'emparer de la direction de leurs affaires pour s'en sortir.

Haiti

Fanfaronnade électorale

Mi-novembre, le Conseil Électoral Provisoire (CEP) dévoilait un programme d'élections qu'il prévoit pour l'année 2026. Une de ses perspectives afin de « remettre la démocratie sur les rails » selon son expression.

Ainsi il retient le 30 août 2026 comme date cible pour le premier tour d'élections générales, municipales, législatives et présidentielles. Un second tour viendrait dans la foulée le 6 décembre 2026 et dans un seul élan le 20 janvier 2027 verrait l'installation au pouvoir des nouvelles autorités.

Ce calendrier montre comment les politiciens ne vivent pas dans le même monde que la population des quartiers. Seuls les politiciens, les membres du Conseil présidentiel transitoire peuvent croire à ce processus. Comme le gouvernement reçoit des subventions de l'ONU pour la mise en route d'un programme électoral,



Les membres du Conseil Électoral Provisoire (CEP).

il montre qu'il est un bon élève. Néanmoins dans un communiqué, le CEP précise que la mise en œuvre du calendrier reste conditionnée à « la publication du décret électoral dans les délais impartis, l'établissement d'un

climat sécuritaire acceptable, la disponibilité des ressources financières nécessaires et la continuité des actions déjà engagées ».

Ils n'ont pas encore les moyens de leur politique.

ABONNEMENT

12 MOIS :

Sous pli fermé 33 €

Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de mois.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs

1111 Rés. Matélie, L'Aiguille, 97128

GOYAVE—Guadeloupe

Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE

BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Tel : 0696 82 26 21

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>